

# Dossier : le nucléaire, civil ou militaire, est un danger pour l'humanité !

- **L'impact des essais nucléaires français** dans le Pacifique a été systématiquement minoré. Irradiation, cancers. . . L'enquête opiniâtre menée par le média *Disclose* et une poignée de lanceurs d'alerte va faire éclater ce lourd secret d'État
- **L'efficacité limitée de l'énergie nucléaire** face au défi de la neutralité carbone. Dixième anniversaire de la catastrophe nucléaire de Fukushima.
- **Découverte de nouvelles particules hautement radioactives à Fukushima**
- **Fukushima : 10 ans après, la centrale frôle une nouvelle catastrophe**
- **L'Autorité environnementale a livré un avis très critique sur le projet d'enfouissement des déchets nucléaires Cigéo**
- **Les vieux réacteurs nucléaires d'EDF** iront-ils vraiment jusqu'à 50 ans ou 60 ans ?
- **Délabrement avancé des réacteurs nucléaires d'EDF.**
- **Relance du nucléaire ?** Macron se hâte lentement . EDF dans l'impasse nucléaire. . .
- **Finlande : déboires. sur l'EPR...et sur d'autres réacteurs !**
- **L'EPR anglais en retard** Les projets nucléaires britanniques tombent à l'eau
- **Au Japon, en Belgique et en Turquie, l'atome coule ...**

(À l'aide de l'\_Observatoire du nucléaire - [www.observatoire-du-nucleaire.org](http://www.observatoire-du-nucleaire.org))

# LES ATOLLS DE L'ATOME

Par Olivier Tesquet, in Télrama.

Irradiation, cancers... L'impact des essais nucléaires français dans le Pacifique a été systématiquement minoré. L'enquête opiniâtre menée par le média *Disclose* et une poignée de lanceurs d'alerte va faire éclater ce lourd secret d'État.

C'est une histoire qu'on connaît à gros traits, frappée du sceau de la raison d'État. De 1966 à 1996, la France s'est livrée à 193 essais nucléaires dans le Pacifique, sur les atolls de Moruroa et Fangataufa, à 15 000 kilomètres du territoire métropolitain. L'équivalent de 800

bombes de Hiroshima. *«La Polynésie, ce n'est pas le bout du monde, c'est le bout de la France»*, déclarait le président François Hollande lors d'une visite protocolaire à Tahiti en 2016. Si près, si loin. Un demi-siècle plus tard, difficile d'ignorer les terribles conséquences, environnementales et sanitaires, de la campagne atomique décidée par le général de Gaulle pour *«à tous, dans un monde dangereux, nous assurer la paix»*. Les faits ont été largement documentés et pourtant, la mémoire



est fragmentaire, les zones d'ombre demeurent. Quelques dédommagements, pas d'excuses officielles. Jusqu'ici, le public connaissait la contamination, mais pas l'ampleur de la dissimulation. Ce mercredi 10 mars, une enquête hors norme vient jeter la lumière sur la réalité de cette page biffée de l'histoire contemporaine et coloniale, avec un site et un livre [1](#). Pour l'occasion, le média d'investigation *Disclose*, à but non lucratif et financé par les dons, a collaboré avec un scientifique expert du nucléaire et avec *Interprt*, un collectif spécialisé dans l'architecture forensique, une discipline novatrice qui conjugue archéologie, cartographie et expertise judiciaire pour faire parler les traces du passé. En analysant 2000 pages de documents déclassifiés par l'État français en 2013, en réalisant des milliers de calculs, en recueillant des dizaines de témoignages sur place, cette « task force » a méticuleusement reconstitué : la période la plus dangereuse, celle des essais atmosphériques, à l'air libre, de 1966 à 1974. Les conclusions révisent à la hausse le bilan officiel : *«La Polynésie n'est pas Prypiat [du nom de cette bourgade ukrainienne voisine de Tchernobyl, ndlr] »*, mais *« les doses reçues par [les habitants], notamment par les enfants, sont dans certains cas bien supérieures à celles de Fukushima »*. Comme le formule sans ambages un ancien du Service mixte de sécurité radiologique (SMSR), *«comment voulez-vous faire péter des bombes et qu'il n'y ait pas de contaminations ? C'est impossible»*.

Le travail de fourmi de ce commando pour la vérité commence en 2017. À l'époque, Nabil Ahmed, un artiste-chercheur membre du groupe Forensic Architecture, se trouve dans le Pacifique. Il vient de lancer *Interprt*, une plateforme consacrée à la justice climatique, qui mobilise plusieurs champs disciplinaires pour faire reconnaître

la notion d'écocide. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, il étudie par exemple l'évolution du relief sur les trente dernières années, afin de déterminer l'impact de l'activité minière sous pavillon américain. En Polynésie, il croise la route de Bruno Barrillot, lanceur d'alerte historique du programme nucléaire français et expert appointé par l'ancien président Indépendantiste, Oscar Temaru. Avant de mourir en mars 2017 à Papeete, Barrillot lui remet 182 pages arides de notes confidentielles de défense, pleines de sabir militaire et de mensonges en bande organisée. Privé de la mémoire précieuse du spécialiste, il faudra deux ans à Ahmed pour rassembler d'autres bonnes volontés et se plonger dans ces

rapports inintelligibles. Tomas Stadius, journaliste à *Disclose*, et Sébastien Philippe, un ancien ingénieur de la Direction générale de l'armement devenu chercheur à l'université de Princeton, décident de s'y coller. Pendant deux mois, ils remettent les documents dans l'ordre, reconstituent la chronologie. L'un compile des unités de mesure disparates, rad, becquerel, millisievert ; l'autre liste des navires et des équipages. Philippe, qui étudie le nucléaire militaire depuis dix ans, traque «*d'infimes disparités*», que son œil scientifique sait repérer. Certaines valeurs ont été modifiées, d'autres enlevées, d'autres encore sont incomplètes. Le niveau de secret frôle parfois l'absurdité. «*Les engagés n'avaient pas le droit de parler de leurs blessures, mais les États-Unis ne se gênaient pas pour recueillir les poussières charriées par les vents*», explique Stadius. «*On en apprendrait probablement davantage dans les archives de la NSA [l'agence de sécurité nationale américaine, spécialisée dans le renseignement électronique, ndlr].* »

En reportage sur place pendant trois semaines à l'hiver 2020, le journaliste ressent «*la grande fatigue des locaux*», notamment aux Gambier, un archipel à 1000 km de la capitale, Papeete. Faute d'évacuation préventive,

c'est aujourd'hui «*un cluster de cancers*», selon la terminologie d'un rapport secret des autorités polynésiennes. Il croise la route de Maoake Brander, 62 ans, qui vivait sur l'atoll de Tureia, l'un des plus touchés. En 1967, à la suite du tir Arcturus, qui doit son nom à l'étoile la plus brillante de la constellation du Bouvier, «*il a vu une masse rouge obstruer le ciel comme dans un mauvais film de science-fiction*». Depuis, c'est l'hécatombe. Il a subi une ablation de la thyroïde. Un cancer du poumon a emporté son père. Sa

mère est morte d'une leucémie. Sa sœur, d'un cancer du sein. Un frère est malade aussi. À mesure que l'enquête de terrain avance, Sébastien Philippe reconstruit patiemment les tirs les plus sales, recalcule les doses. En se fondant sur les comptes-rendus de l'époque, il analyse l'énergie de chaque explosion, la taille des particules, la forme du champignon, la météo de l'époque. Il conçoit des

modélisations sur trois semaines, retrouve un nuage au Chili. Confinement oblige, il ne peut pas utiliser les puissants ordinateurs de son campus ; au domicile familial, son ordinateur mouline sans interruption durant une semaine, au grand déses-



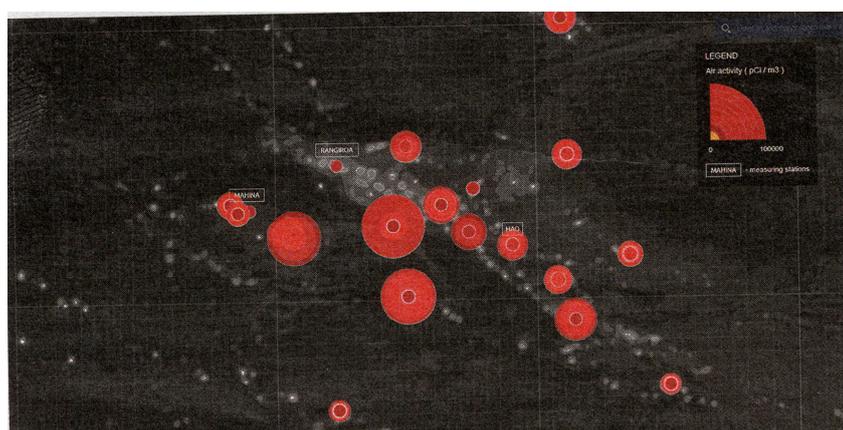
poir de sa femme. En pleine pandémie, les deux enquêteurs ne peuvent pas se rencontrer, mais le travail de l'un irrigue celui de l'autre.

Leur objectif commun: «*écrire une contre-histoire des essais*» et «*offrir des armes scientifiques pour contester le discours officiel*». La



démonstration la plus spectaculaire de ce credo est à chercher du côté de Tahiti, le 17 juillet 1974. Ce jour-là, une bombe de 4 kilotonnes détone à Moruroa. Nom de code : Centaure. Mais rien ne se passe comme prévu. Alors que les retombées sont prévues vers l'ouest, dans

l'eau, la masse d'air change tout de suite après l'essai, et le nuage, «*dont personne n'avait jamais re-calculé la trajectoire*», prend la direction de Papeete,



qu'il atteint deux jours plus tard, chargé de pluies radioactives.

Selon les conclusions de Sébastien Philippe, qui finalise plusieurs articles scientifiques pour appuyer l'enquête journalistique, 110000 personnes pourraient avoir été exposées. Bien au-delà des 3425 ayant reçu «*une dose mesurable*», selon

un rapport parlementaire publié en 2001. De quoi alimenter la lutte pour la réparation. En 2010, la loi Morin a installé le Civen (Comité d'indemnisation des victimes des essais nucléaires). Outre les personnes directement touchées, souffrant de l'une des 23 pathologies répertoriées, les familles peuvent demander justice au nom de leurs proches décédés. Or, comme entend le démontrer Sébastien Philippe, cette instance «*se fonde sur une méthode erronée*» qui pénalise les requérants, sans avoir à justifier ses décisions. Dans ses cinq premières années d'existence, et sur la foi d'un logiciel mal utilisé, le comité a ainsi rejeté 98% des dossiers. En 2017, la fin du «*risque négligeable*», un dispositif de la loi qui permettait aux autorités de minimiser les seuils d'exposition, a sensiblement changé la donne (358 dossiers ont été instruits en 2018-2019) mais les chiffres restent insignifiants: en dix ans, 432 personnes ont été dédommagées par le Civen, pour des montants compris entre 10000 et 900000 euros. Les Polynésiens se comptent sur les dix doigts. Pour les associations locales, le compte n'y est pas.

Jean-Luc Sans regarde la situation avec d'autres lunettes. Ancien mécano dans l'armée de l'air, il a été stationné pendant deux ans dans le Pacifique, en 1971-1972. Affecté au navire escorteur *Doudart de Lagrée*, le solide gaillard à la moustache riante a vécu cinq essais. Un jour, on lui demande «*de nettoyer un pont*

*souillé de poussières radioactives vêtu d'un simple slip de bain, d'un masque et d'un tuba*». Vingt ans après son retour en métropole, il fait un infarctus inexplicable, qui agit comme un déclic. Désormais président de l'Association des vétérans des essais nucléaires (Aven), il représente 6500 adhérents. C'est peu, comparé aux 90000 militaires qui ont participé au programme, « *mais beaucoup sont morts, autour de 60-65 ans*». Qu'ils soient appelés du contingent, pilotes de biréacteurs Vautours ou «bouilleurs» chargés de distiller l'eau de mer. «*J'ai combattu le risque négligeable, mais aussi les seuils fantaisistes*», nous explique-t-il sur un banc du Jardin des Plantes, quelques heures après avoir évoqué le sujet avec le ministre de la Santé, Olivier Véran. Pour lui, il faut décider «*au cas par cas*». Pour ne pas hypothéquer les chances de ses anciens camarades d'infortune? «*Si on abaisse trop, on pourrait aller jusqu'à indemniser la famille de Johnny Hallyday, qui a donné un concert à Papeete en 71*», ajoute-t-il pour illustrer son propos.

En creux, cette enquête inédite vient changer le régime de la preuve, et ouvre la voie à de nouveaux modes d'investigation des crimes climatiques. Cette discipline hybride, qui associe sciences dures et architecture forensique, emprunte au judo, en cela qu'elle utilise la force de l'adversaire - les propres secrets de l'État - pour la retourner contre lui.

Selon la formule presque poétique de Nabil Ahmed, « *chaque donnée devient un champ de bataille*». Et l'océan, une gigantesque scène de crime. «*Aujourd'hui, quand une explosion ravage Beyrouth, tout le monde peut devenir enquêteur à la petite semaine, analyser des milliers d'images sous tous les angles*».

*C'est très différent d'étudier un atoll au milieu de nulle part, pour évaluer les conséquences invisibles d'événements qui ont eu lieu en secret il y a si longtemps.*

<sup>1</sup> Le site: [morurora-files.org](http://morurora-files.org). Et le livre : *Toxique. Enquête sur les essais nucléaires français en Polynésie*, PUF/Disclose, 2021.

## **L'efficacité limitée de l'énergie nucléaire face au défi de la neutralité carbone**

### **Dixième anniversaire de la catastrophe nucléaire de Fukushima.**

**Ce 11 mars 2021, c'était le dixième anniversaire de la catastrophe nucléaire de Fukushima. L'occasion de rappeler que le nucléaire, technologie très dangereuse, fait partie des fausses solutions face à l'urgence climatique.**

Avec environ 400 réacteurs dans le monde (dont 56 encore en activité en France), l'énergie nucléaire permet actuellement d'éviter seulement 2,5% des émissions de gaz à effet de serre au niveau global.

On est donc loin d'une solution miracle pour réduire drastiquement nos émissions, en tout cas avec le parc actuel. Faudrait-il alors prolonger toujours plus longtemps des centrales vieillissantes,



développer de nouveaux réacteurs comme l'EPR, et augmenter de manière significative le nombre de réacteurs dans le monde ?

Pour que cette énergie ait un impact plus significatif qui nous permette d'éviter par exemple 10% des émissions mondiales, il faudrait selon le physicien nucléaire Bernard Laponche et l'économiste Benjamin Dessus quatre fois plus de réacteurs en service qu'actuellement, soit la construction de 1200 réacteurs supplémentaires en 20 ans !

Or multiplier les réacteurs nucléaires, c'est aussi multiplier les risques de catastrophes nucléaires... dans un monde qui va être de plus en plus mis à l'épreuve par les événements climatiques extrêmes !

<https://anv-cop21.org/10-ans-fukushima/>

## **Fukushima : 10 ans après, la centrale frôle une nouvelle catastrophe**

**Des fuites d'eau indiquent de nouveaux dommages à la centrale de Fukushima**

AP, 19 février 2021 : <https://cutt.ly/Fll61OV>

**Centrale nucléaire de Fukushima: les sismomètres étaient hors-service !**

AP, 22 février 2021 : <https://cutt.ly/IlzqUY8>

Le 13 février 2021, pratiquement **dix ans** après le début du désastre nucléaire, un nouveau séisme violent a secoué **la tristement célèbre centrale de Fukushima**. Ce que beaucoup de gens ignorent, c'est que, **aujourd'hui encore**, il est nécessaire de refroidir les trois coeurs en fusion (ceux des réacteurs 1, 2 et 3) sous peine d'un redémarrage de la réaction nucléaire et d'une nouvelle catastrophe.

L'opérateur Tepco a reconnu que **des sismographes étaient hors-service depuis plus d'un an**, et que **le système de mesure du niveau d'eau était désactivé dans un des trois réacteurs**. L'AP se pose une bonne question : « *Cet aveu a soulevé de nouvelles questions quant à savoir si la gestion des risques de l'entreprise s'est améliorée depuis la catastrophe de 2011* ». Poser la question, c'est y répondre...

## **Fukushima : des découvertes et un livre coup de poing**

**Découverte de nouvelles particules hautement radioactives à Fukushima**

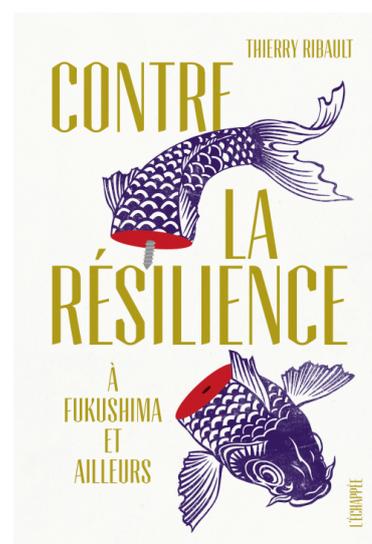
Université d'Helsinki via Le Blog de Fukushima, 26 février 2021 : <https://cutt.ly/7lUXuwe>

**Contre la résilience – A Fukushima et ailleurs**

Editions de l'Echappée, février 2021 : <https://cutt.ly/2lI89FE>

Le 13 février 2021, pratiquement **dix ans** après le début du désastre nucléaire, un nouveau séisme violent a secoué **la tristement célèbre centrale de Fukushima**. Ce que beaucoup de gens ignorent, c'est que, **aujourd'hui encore**, il est nécessaire de refroidir les trois coeurs en fusion (ceux des réacteurs 1, 2 et 3) sous peine d'un redémarrage de la réaction nucléaire et d'une nouvelle catastrophe.

L'opérateur Tepco a reconnu que **des sismographes étaient hors-service depuis plus d'un an**, et que **le système de mesure du niveau d'eau était désactivé dans un des trois réacteurs**. L'AP se pose une bonne question : « *Cet aveu a soulevé de nouvelles questions quant à savoir si la gestion des risques de l'entreprise s'est améliorée depuis la catastrophe de 2011* ». Poser la question, c'est y répondre...



## Bure/Cigeo : qui y croit encore ?

Près de Bure, la **société POMA** construit un prototype du funiculaire qui, si la population ne stoppe pas à temps les atomistes fous (pléonasme), serait utilisé **pour descendre les déchets radioactifs**

**dans le site Cigéo** : un funiculaire de **4,2 kilomètres de long (!)** qui emmènerait les colis empoisonnés à 500 mètres de profondeur !

Après avoir contribué au saccage des Alpes par l'installation de centaines de remontées mécaniques, **dont beaucoup sont aujourd'hui à l'abandon**, la société Poma veut se recycler dans la **contamination en grande profondeur**. Alors, pas de pommade pour Poma : des activistes ont « redécoré » un site de l'industriel situé à Gilly-sur-Isère (Savoie)...

**Déchets nucléaires : une note « explosive » souligne les lacunes du projet Cigéo**

Reporterre, 5 janvier 2021 : <https://cutt.ly/QlJltQq>

**Les militants anti-Cigéo enfin libres de vivre normalement**

Reporterre, 20 février 2021 : <https://cutt.ly/SIJh2qQ>

Mercredi 13 janvier, l'**Autorité environnementale a livré un avis très critique sur le projet d'enfouissement des déchets nucléaires Cigéo**, dans la Meuse. De nombreux aspects - jusqu'au choix du mode de stockage - y sont remis en question. Qui se penche quelques instants sur le dossier de Cigéo comprend vite que c'est une pure folie. Qui peut encore croire à Cigéo à part des intégristes, adorateurs aveugles du « dieu » atome ?

Hasard du calendrier, peu de temps après, le tribunal de Nancy a confirmé le 11 février **la levée du contrôle judiciaire à l'encontre des militants anti-Cigéo** poursuivis depuis 2018. Le procureur avait fait appel de cette décision. Appel rejeté, donc, par la cour de Nancy. **Les dix militants peuvent donc enfin vivre normalement**, se voir et se rendre dans les départements de la Meuse et de la Haute-Marne, à l'exception de l'un d'entre eux. On peut hélas craindre que ce ne soit qu'une pause dans la mise en place d'une forme de **dictature locale** destinée à réprimer autour de Bure les gens lucides qui s'opposent au crime de l'enfouissement des déchets radioactifs.

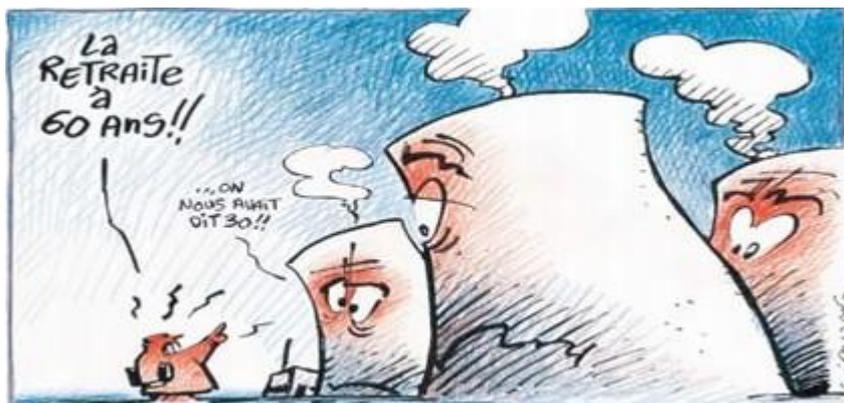
## **Les vieux réacteurs nucléaires d'EDF iront-ils vraiment jusqu'à 50 ans ou 60 ans ?**



La majorité des médias ont dernièrement relayé l' « information » selon laquelle les 32 réacteurs EDF de 900MW - situés dans huit centrales : Bugey (Ain), Blayais (Gironde), Chinon (Indre-et-Loire), Cruas (Ardèche), Dampierre (Loiret), Gravelines (Nord), Saint-Laurent (Loir-et-Cher) et Tricastin (Drôme) - **auraient obtenu l'aval de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) pour fonctionner jusqu'à 50 ans d'âge.**

En réalité, même s'il est une fois de plus démontré que la prétendue « autorité » de prétendue « sûreté » nucléaire parle beaucoup mais finit toujours par se plier aux exigences d'EDF, **il ne s'agit que d'un avis générique, il doit ensuite être confirmé (ou non !) réacteur par réacteur.** Or ceux-ci sont **tellement délabrés** que la production nucléaire française est **au plus bas depuis 30 ans...**

Mais, bien que soumise à EDF, l'ASN ne peut en revanche pas sortir de sa poche **les dizaines de milliards** nécessaires pour rénover chacun de ces réacteurs afin



qu'il puisse effectivement continuer à fonctionner au-delà des 40 ans. Il faut aussi ajouter les fort chères **mesures « post-Fukushima »** mais, plus ridicule que jamais, l'ASN a accepté des délais jusqu'à... 2034 ! (voir ci-dessous). Mais même avec ces petits arrangements, EDF n'a pas les sommes nécessaires, loin de là. D'où le projet

macronien « Hercule » de scission d'EDF pour nationaliser le parc nucléaire et le renflouer à grands coups de milliards **pris dans les caisses de l'État...**

Mais ce dernier est lui-même **en grave déficit** (près de 3000 milliards !) et Bruxelles veille : hors de question de subventionner massivement l'industrie nucléaire au détriment de la sacro-sainte « *concurrence libre et non faussée* ». Mais, comme l'ASN, la Commission de Bruxelles sait **bafouer ses propres préconisations** lorsqu'il s'agit de se plier aux exigences des industriels...

## Délabrement avancé des réacteurs nucléaires d'EDF

Revue de Presse :

Réacteur 2 de Flamanville : 23 mois d'arrêt !

AFP, 12 décembre 2020 : <https://cutt.ly/ml11HQQ>

Le nombre d'incidents graves sur le parc nucléaire EDF a augmenté depuis 2010

Reporterre, 15 décembre 2020 : <https://cutt.ly/JILJYUD>

EDF : la mise aux « normes Fukushima » ne sera achevée... qu'en 2034 !

Canard enchaîné, 24 février 2021 : <https://www.lecanardenchaîne.fr>

Il paraît que le nucléaire serait la seule source « fiable » de production d'électricité. Il faut en effet reconnaître un exemple de réelle stabilité de production avec le réacteur 1 de la centrale de Flamanville (à côté de l'EPR en chantier) : **0 kwh produits pendant 23 mois consécutifs !**

Reporterre fait état d'un rapport fort inquiétant de *Global chance* basé non pas sur des affirmations d'activistes antinucléaires (nécessairement « irresponsables » !) mais sur les déclarations d'incidents classés « *niveau 2* » entre 2010 et 2020 par l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) et les rapports de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN). En résumé, **le parc nucléaire EDF est de plus en plus délabré** (et pas seulement à Flamanville) et tout cela va mal finir...



Mieux (si l'on peut dire) : l'IRSN relève dans un rapport publié le 7 janvier que la mise en place des mesures « Post-Fukushima » sur le parc nucléaire d'EDF **ne sera pas achevée avant 2034 (!)**... et encore, on connaît l'habitude d'EDF pour multiplier les retards. Un quart de siècle pour tenir compte d'une catastrophe, c'est ça la « **sûreté nucléaire** » à la française...

## Relance du nucléaire : Macron se hâte lentement

### Revue de Presse :

Le plaidoyer pronucléaire d'Emmanuel Macron

Le Monde, 4 décembre 2020 : <https://cutt.ly/5lINcox>

Macron : « l'avenir énergétique et écologique de la France passe par le nucléaire »

Le Figaro, 8 décembre 2020 : <https://cutt.ly/QlItnlj>

Nucléaire : « Pour Emmanuel Macron, c'est la filière militaire qui prime »

Le Monde, 21 décembre 2020 : <https://cutt.ly/GlI98FZ>

Placé à l'Élysée par de puissants réseaux industriels et financiers, le dénommé Macron est en toute logique favorable à tout ce qui profite à ses « parrains » et donc à tout ce qui nuit à la population. Il est donc très logiquement **radicalement pronucléaire**. C'est ainsi qu'il s'est rendu début décembre au Creusot, haut lieu de **l'incompétence atomique française** (pour mémoire, c'est là qu'ont été produites des milliers de pièces défectueuses dont la fameuse cuve de l'EPR de Flamanville).

Toute honte bue, les « élites » de l'atome hexagonal attendaient des annonces fracassantes, en particulier le lancement d'un programme de construction de **6 réacteurs EPR**, voir même plus. Mais elles ont été déçues : bien que farouchement atomiste, Macron n'est pas complètement idiot, et il ne peut que constater qu'**EDF est depuis 13 ans**

**incapable de construire l'EPR de Flamanville** (il devait entrer en service en 2008 !) : comment EDF pourrait-elle faire des tas d'EPR alors qu'elle n'arrive pas à en finir un seul ? Du coup, les industriels ont dû se contenter de belles paroles et de promesses, les décisions étant repoussées à 2023... **après l'élection présidentielle.**

En revanche, ce sont **les atomistes militaires** qui ont décroché le jackpot, avec l'annonce de la construction d'un porte-avion nucléaire pour succéder en 2038 au Charles-de-Gaulle. Il est vrai que, au point où elle en est, la France peut encore gaspiller des milliards...

Notons aussi que le « vieux » Macron a décidé de faire de la **propagande pronucléaire** en direction des jeunes en s'adressant à eux par le biais de Brut ou de Snapchat. Mais, au Creusot, le locataire de l'Élysée a asséné que « *Sans nucléaire civil, pas de nucléaire militaire, sans nucléaire militaire, pas de nucléaire civil* ». Or, si les jeunes sont relativement opposés au nucléaire civil, ils sont en revanche **radicalement contre le nucléaire militaire**. En avouant que les deux sont clairement liés, Macron s'est probablement tiré une balle dans le pied. Tant mieux !



## **EPR de Flamanville : le combustible arrive !**



**Un transport inutile et nuisible à destination**

**Collectif antinucléaire Ouest, 2 février 2021 :**  
<https://cutt.ly/ilJJEQf>

**Comme un EPR de déjà vu Homo nuclearus, décembre 2020 :** <https://cutt.ly/ZIJJ3Gc>

Toujours dans la catégorie du « fait accompli », EDF a décidé de faire venir à Flamanville **le combustible nucléaire** nécessaire au fonctionnement de l'EPR... alors que **personne ne sait si ce réacteur pourra un jour démarrer**. En effet, non seulement il n'est toujours pas terminé, mais il reste au moins un problème de taille : **les fameuses 8 soudures** loupées et qu'EDF doit réparer alors qu'elles sont quasi inaccessibles, coincées entre les deux enceintes de confinement (voir nos précédentes revues de presse). On consultera d'ailleurs avec intérêt un excellent résumé de la saga de l'EPR de Flamanville sur **l'excellent site Homo nuclearus...**

## **EDF dans l'impasse nucléaire... malgré Le Monde**

EDF n'a pas les moyens de ses ambitions nucléaires »  
Le Monde, 11 février 2021 : <https://cutt.ly/2lI9ikR>

EDF évalue à 1,25 milliard d'euros l'investissement pour une piscine de combustibles nucléaires usés supplémentaire à La Hague  
AFP, 18 février 2021 : <https://cutt.ly/GlJFYAF>

M. Bezat, officiellement journaliste au Monde mais, objectivement, **lobbyiste pronucléaire** de longue date, ressort **un vieil argument périmé** : pour pouvoir vendre des EPR, par exemple à la Pologne (mais n'importe quel autre pays peut faire l'affaire, l'essentiel est de faire miroiter une exportation lucrative... ce qui n'arrive jamais!), la France « doit » absolument en construire chez elle.

C'est exactement sous ce **prétexte** qu'Areva a bradé un EPR à la Finlande en 2003 et qu'EDF a décidé en 2004 de faire un EPR à Flamanville. Ces deux chantiers devaient décider **d'innombrables autres clients** à acheter des tas d'EPR. Résultat final : seule la Chine a acheté (à prix cassé !) deux îlots nucléaires d'EPR (se chargeant elle-même du reste) et EDF a dû s'offrir - à nos frais ! - British energy pour se commander ensuite deux réacteurs et **prétendre que « les Britanniques nous achètent des EPR » !**

Les chantiers EPR de Finlande et Flamanville sont des désastres sans fin et, en « contrepartie », **aucun acheteur ne s'est présenté**. Et il faudrait

recommencer cette tactique de losers ? C'est en tout cas la seule « justification » qu'à trouvée notre triste lobbyiste pour espérer encore le fameux et fumeux « grand retour du nucléaire » qu'il a appelé et annoncé (vainement) de si nombreuses fois dans les colonnes du Monde dans les années 2000...

En attendant, outre la question des vieux réacteurs à entretenir et des nouveaux impossibles à financer, EDF a un problème urgent et gravissime : les capacités de **stockage des combustibles nucléaires usés** (il s'agit des déchets radioactifs les plus dangereux!) seront complètes vers 2030 c'est à dire, du point de vue industriel, demain matin !

Une grande piscine de stockage doit donc voir le jour vers 2034 (notez que c'est déjà 4 ans trop tard... sans oublier que **les projets nucléaires prennent toujours des années de retard** !) pour la modique somme de 1,25 milliard d'euros, qui ne manquera évidemment pas de se transformer en 3 ou 5 ou 8 milliards, qu'EDF ne possède absolument pas...

## **Finlande : déboires. sur l'EPR...et sur d'autres réacteurs !**

**Les déboires d'Areva en Finlande vont (encore) coûter plus de 600 millions à l'Etat**

Le Monde, 10 décembre 2020 : <https://cutt.ly/plIUMDz>

**Areva SA : un « champion » du nucléaire en cessation de paiement**

Le Canard enchaîné, 9 décembre 2020 : <https://www.lecanardenchaîne.fr>

**Finlande: incident «sérieux» dans une centrale nucléaire, pas de fuite extérieure**

AFP, 10 décembre 2020 : <https://cutt.ly/XIIY1YB>

L'EPR **bradé par Anne Lauvergeon** (Areva) en 2003 à la Finlande pour 3 malheureux milliards (il nous coûte plus de 12 milliards !) devait entrer en service en 2009 mais, comme celui de Flamanville, il accumule les malfaçon, retards, surcoûts, et son chantier semble sans fin.

Après sa faillite, Areva a été démantelée et coupée en trois morceaux dont un, Areva SA, a pour mission unique d'**essayer de terminer enfin l'EPR finlandais**. Mais cette structure est à nouveau **en situation de faillite** et l'État français (c'est à dire nous tous) va devoir remettre au pot, entre 600 et 800 millions, probablement 1 milliard, on n'est plus à ça près. Sans même évoquer **l'affaire de corruption Uramin** dans laquelle elle est impliquée jusqu'au cou, Madame Lauvergeon (ex « Atomic Anne »,

son surnom quand la majorité des médias lui déroulaient le tapis radioactif) devrait d'ores et déjà **croupir en prison**. Mais, comme chacun sait, il n'y a pas de solution pour les déchets radioactifs...

Les Finlandais s'amuse aussi avec leurs réacteurs situés à côté de l'EPR : «**Des niveaux élevés de radiation**» ont été relevés à l'intérieur de la centrale », mais « pas à l'extérieur » a précisé l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)... dans un tweet. Ouf, Trump n'aurait pas fait mieux.

## L'EPR anglais en retard

### Les projets nucléaires britanniques tombent à l'eau

Horizon (Hitachi) retire sa demande de centrale nucléaire de Wylfa Nuclear Engineering, 1<sup>er</sup> février 2021 : <https://cutt.ly/qlPizTs>

Le projet de centrale nucléaire d'EDF à Sizewell de plus en plus incertain Newcivilengineer, 23 février 2021 : <https://cutt.ly/YIPdFIh>



EDF reporte la date de démarrage de l'EPR de Hinckley Point  
Agence Agefi-DowJones, 27 janvier 2021 : <https://cutt.ly/slO6xS3>

En 2007, le chef d'EDF en Grande-Bretagne, Vincent de Rivaz, assurait que les Britanniques pourraient **faire**

**cuire leurs dindes lors du Noël 2017 avec l'électricité issue de l'EPR.**

Nous sommes en 2021 et la fin du chantier, reportée à 2025, est désormais annoncée pour 2026, sous l'excuse du covid. Le virus a bon dos, les dindes de 2017 (dont M. de Rivaz) ne glougloutent plus et l'EPR britannique suit l'**exemple catastrophique** de ses prédécesseurs de Finlande et de Flamanville.

Une certitude, les citoyens français vont une nouvelle fois payer très cher pour un projet nucléaire absurde (pléonasme). Souvenez-vous, **il y a exactement 5 ans en mars 2016**, le directeur financier d'EDF Thomas Piquemal **avait démissionné**, quittant une situation et un salaire en or, pour dénoncer courageusement la folie de cette opération.

Seule « consolation », les citoyens britanniques eux aussi vont payer cher cette absurdité vues les conditions insensées concédées par l'**ex premier ministre Cameron**, entre une intervention militaire « lumineuse » en Libye (avec le repris de justice Sarkozy) et un

référendum sur le Brexit qu'il était « certain de gagner » : une fois de plus, les pronucléaires ont démontré toute leur perspicacité.

Notons aussi que, en septembre 2015, le maire de Londres de l'époque, **un certain Boris Johnson**, déclarait que le projet d'EPR en Grande-Bretagne était « **totalemment fou** », sans pour autant le stopper maintenant qu'il est premier ministre...

L'EPR n'est pas le seul projet nucléaire britannique à avoir du plomb dans l'aile. Ainsi, le 28 janvier, la filiale d'Hitachi, Horizon Nuclear Power, a notifié à l'Inspection de la planification britannique qu'elle planification britannique qu'elle **retirait sa demande de centrale nucléaire à Wylfa** (Pays de Galles) où elle avait prévu de construire deux réacteurs. **Plouf !**

A Sizewell (côte est de l'Angleterre), c'est EDF qui rêve de construire deux EPR, en jurant (comme toujours) que **cette fois-ci** le chantier ne prendra pas de retard et que les coûts ne s'envoleront pas. Mais, en quasi état de faillite, EDF a besoin que des « zinzins » (surnom des « *investisseurs institutionnels* ») viennent mettre **des milliards dans cette galère**.

Mais personne ne peut plus croire aux balivernes d'EDF, Cameron n'est plus là pour dépouiller les citoyens britanniques et les investisseurs potentiels comme **Legal & General (L&G)** et **Aviva Investors** font savoir qu'ils n'ont absolument pas l'intention de gaspiller un penny dans le nucléaire...

## **Au Japon, en Belgique et en Turquie, l'atome coule**

**Engie déprécie ses actifs nucléaires belges de 2,9 milliards d'euros**

Agence Montel, 26 février 2021 : <https://cutt.ly/blUYpfJ>

**Au Japon, la justice invalide la relance de deux réacteurs nucléaires**

Le Monde, 6 décembre 2020 : <https://cutt.ly/ilU9Xjt>

**Turquie : explosion à la centrale nucléaire d'Akkuyu (en construction)**

Yezigazete, 25 janvier 2021 : <https://cutt.ly/mlJS9fY>

Engie (ex GDF-Suez) ne sévit pas qu'en France mais aussi en Belgique où elle possède la société Electrabel et **ses réacteurs nucléaires aussi délabrés que ceux d'EDF**. Mais les dirigeants politiques belges sont bien plus sensés que les Français, et **ils imposent la fin prochaine de l'atome**. C'est pour cela qu'Engie a décidé d'arrêter « *tous les travaux de préparation qui permettraient de prolonger de 20 ans deux unités [Doel 4*



et Tihange 3] au-delà de 2025 car il semble peu probable que cette prolongation puisse avoir lieu, compte tenu des contraintes techniques et réglementaires. ». Bye bye !

Au Japon, douche froide pour les atomistes : **la justice a annulé la remise en service des deux derniers réacteurs de la centrale de Oi** (les deux autres étant déjà définitivement arrêtés). Le juge reproche à l'autorité de sûreté (ARN) de s'être contentée d'une « *moyenne* » sans « *jamais envisager la possibilité d'un tremblement de terre bien supérieur à la moyenne* ». Selon le tribunal, l'ARN n'a de ce fait **pas respecté... ses propres recommandations** ! Comme quoi la prétendue « autorité » de sûreté japonais est **aussi ridicule que l'ASN française**, qui parle beaucoup mais finit toujours par tout accorder à EDF. Mais, au Japon, la Justice n'est pas à la botte du lobby atomique...

Sur les 54 réacteurs en service avant 2011, seuls 7 sont à ce jour susceptibles de refonctionner et, aux dernières nouvelles, **seuls deux tournent effectivement**. Et le Japon a fonctionné avec 0 % de nucléaire pendant des mois. Notons une nouvelle fois que ce qui est possible dans un pays très industrialisé et comptant 130 millions d'habitants doit forcément être possible aussi en France...

En Turquie, le plupart des nombreux réacteurs annoncés avec tambours et trompettes ont **discrètement été annulés**. En 2013, la majorité des médias français avaient célébré le « contrat du siècle » décroché par Engie (GDF-Suez à l'époque) en Turquie avec quatre exemplaires d'un nouveau modèle « révolutionnaire » appelé Atmea, prévus à Sinop. Les

mêmes médias ont bien entendu « oublié » de titrer sur **l'annulation de ce projet** et sur la vacuité de leurs reportages de 2013.

Il ne reste qu'un projet nucléaire en cours en Turquie, à Akkuyu, fort mal en point puisqu'il s'agit d'une centrale construite depuis 2015 par les Russes lesquels, entre temps, se sont **sérieusement fâchés avec le dictateur Erdogan**. D'ailleurs, une **violente explosion** qui a eu lieu sur le chantier dans la soirée du mardi 19 janvier et a brisé les vitres des maisons et des voitures des alentours. Cette centrale qui devait entrer en service en 2021 semble suivre la même voie que l'EPR..